



RAPPORT D'ACTIVITÉS DE L'ISP 2012-2017

Présenté au Congrès

AOÛT 2017



30^{ème} Congrès mondial de l'ISP
30 octobre – 3 novembre 2017
Genève, Suisse

« Le contexte international difficile de ces cinq dernières années a engendré de lourdes menaces, mais également de belles perspectives, quand nous avons été organisés, mobilisés et que nous avons fait preuve d'initiative pour donner effet à notre vision originale.... Depuis 2013, nous avons enregistré des succès dans tous les domaines prioritaires qui ont réellement et concrètement amélioré la situation pour nos affiliés et leurs membres. »

- RAPPORT D'ACTIVITES DE L'ISP

**Internationale des Services Publics
2017**

DOCUMENT FINALISE 28/08/2017



Public Services International
Internationale des Services Publics
Internacional de Servicios Públicos
Internationale der Öffentlichen Dienste
Internationell Facklig Organisation för Offentliga Tjänster
国際公務労連

RAPPORT D'ACTIVITES DE L'ISP

2012-2017

COMPTE-RENDU AU CONGRÈS

Le 29^{ème} Congrès mondial de l'ISP de novembre 2012 a adopté un Programme d'action global précisant les grandes lignes de notre position politique pour la période de mandat 2013-2017. Pour mettre en œuvre ce programme, le secrétariat a publié un projet de document stratégique en février 2013 intitulé *Œuvrer pour le changement : Mise en œuvre du mandat de l'ISP*, qui a été discuté dans les régions et adopté lors du Conseil exécutif suivant.

Œuvrer pour le changement ciblait quatre domaines politiques prioritaires : la lutte contre la privatisation, la promotion des droits syndicaux, l'influence sur la politique mondiale, la syndicalisation et la croissance, ainsi que le renouvellement de l'engagement en faveur de l'intégration des questions d'égalité et de genre. Le document soulignait également la nécessité de renforcer les finances internes et la gouvernance de l'ISP.

Depuis 2013, nous avons enregistré des succès dans tous les domaines prioritaires qui ont réellement et concrètement amélioré la situation pour nos affiliés et leurs membres. Les détails des activités annuelles sont présentés dans les rapports annuels sur le site internet de l'ISP. Le Programme d'action 2018-2022, qui sera présenté à l'occasion du 30^{ème} Congrès mondial de l'ISP à Genève en octobre 2017, s'appuie sur ces travaux.

Le contexte international difficile de ces cinq dernières années a engendré de lourdes menaces, mais également de belles perspectives, quand nous avons été organisés, mobilisés et que nous avons fait preuve d'initiative pour donner effet à notre vision originale. Comme nous l'avions anticipé en 2013, le monde du travail se rend de plus en plus compte que le système actuel ne défend pas les intérêts de la main-d'œuvre et la colère monte en raison du sentiment de n'être pas entendus. Mettre à profit cette colère pour produire des changements positifs était et reste notre principal défi. Tout échec à cet égard risque de rendre ces travailleurs/euses cyniques et désintéressé(e)s – ou pire, radicalisé(e)s par l'extrême droite.

La place unique de l'ISP dans le mouvement syndical, en tant que seule fédération syndicale internationale dédiée uniquement aux services publics, en dehors du secteur éducatif, nous a permis de mener des actions syndicales mondiales dans de nombreux domaines. Nous avons étendu nos activités aux échelons mondial, régional et national, renforcé les réseaux d'affiliés en mettant davantage l'accent sur les secteurs et en forgeant des coalitions avec les syndicats du secteur privé, avec la société civile, les universitaires et d'autres alliés. Nous avons investi dans la recherche pour définir et soutenir nos positions, organisé des campagnes, élaboré et coordonné des stratégies mondiales. Nous avons investi massivement dans nos activités de communication et

dans l'amélioration de notre image et de notre visibilité, en nous ouvrant à de nouveaux types de médias et en diversifiant les outils que nous produisons. Nous avons redéfini nos activités de projet en améliorant notre capacité à soutenir les actions de solidarité et en intégrant mieux nos activités de projet à nos priorités politiques générales.

Nous avons redéfini nos activités dans les secteurs de la santé¹ et des administrations municipales² et créé le réseau des personnels auxiliaires du secteur de l'éducation, des médias et de la culture³. Nous avons considérablement développé nos activités dans des domaines thématiques comme la privatisation, la fiscalité, le commerce et les questions d'égalité (genre, handicap et LGBTQI), et les avons intégrées à nos activités sectorielles et adaptées aux priorités et aux besoins des régions et des affiliés.

Nous avons, notamment, renforcé nos activités dans un grand nombre de négociations intergouvernementales, telles que l'Agenda 2030, la CCFNU, la CIT, le Financement du Développement (FdD), l'Agenda fiscal BEPS OCDE, les réunions ministérielles de l'OMC, la COP 21, Habitat III⁴, la CNUCED et le FMMD, et influé sur les négociations relatives à l'ACS, au TPP, au TTIP, à l'AECG et plus récemment au RCEP. Nous avons collaboré avec les institutions financières internationales et avec l'OCDE sur des questions essentielles comme la politique sectorielle et la privatisation, en coopération étroite avec d'autres syndicats et, parfois, en affrontant des opinions divergentes au sein du mouvement syndical.

Notre capacité à influencer les politiques mondiales et à produire de réels changements pour nos affiliés et leurs membres nous impose de nous renforcer et de croître. Tout en ayant considérablement développé notre activité politique, nous avons stabilisé et consolidé notre base financière et organisationnelle – pour de plus amples détails, voir le Rapport financier présenté au Congrès. Cependant, au cours de l'actuelle période de congrès, notre croissance ne s'est pas accompagnée d'une augmentation de nos activités et de notre visibilité. Pour le prochain mandat de congrès, le Secrétariat, le Conseil exécutif, les régions et les affiliés devront en faire plus. Les syndicats ne se renforcent pas en devenant plus petits.

INFLUENCER LA POLITIQUE MONDIALE

Au cours des cinq dernières années, l'ISP a été reconnue pour son travail et son influence au sein de plusieurs organisations intergouvernementales, notamment l'Organisation internationale du Travail (OIT)⁵ et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS)⁶, grâce à la publication de travaux de recherche détaillés de qualité et à la représentation des travailleurs/euses des services publics en étroite collaboration avec nos affiliés.

L'ISP a étendu sa participation à la Conférence internationale du Travail (CIT), passant d'un simple siège à la Commission de l'application des normes en 2013 à une

¹ <http://www.world-psi.org/fr/issue/sante-et-services-sociaux>

² L'ISP a instauré le réseau des employé(e)s des ALR/municipalités, dont la Charte représente le cadre politique qui pose les jalons en vue d'actions menées par les membres et d'initiatives communes à l'échelle mondiale.
http://www.world-psi.org/sites/default/files/documents/research/fr_lrg-municipal_charter.pdf

³ <http://www.world-psi.org/fr/issue/personnels-auxiliaires-du-secteur-de-leducation-et-de-la-culture>

⁴ http://www.world-psi.org/sites/default/files/documents/research/10points_fr.pdf

⁵ Par exemple, la participation aux négociations de la Recommandation 71 de l'OIT, révisant les dispositions originales de 1944 relatives à la transition de la guerre à la paix au profit de l'actuelle recommandation sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience, qui met en valeur le rôle fondamental des services publics et des premiers intervenant(e)s et travailleurs/euses de première ligne.

⁶ L'ISP a participé à deux Comités d'élaboration des directives de l'OMS (sur l'utilisation de seringues d'ingénierie de sûreté et sur les personnels de santé communautaires) et révisé la stratégie mondiale des Nations Unies pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent.

contribution active aux positions du groupe des travailleurs/euses dans l'ensemble des discussions considérées, en juin 2017. L'ISP a été un ardent défenseur des travailleurs/euses des services publics dans les débats sur les politiques mondiales consacrés à la migration de main d'œuvre, aux chaînes d'approvisionnement mondiales⁷, aux principes et droits fondamentaux au travail, à la transition de la guerre à la paix et à la violence au travail, entre autres.

Aux côtés des affiliés de l'ISP, nous avons également obtenu des décisions tripartites progressistes en matière de négociation collective dans le secteur public et dans l'emploi en santé et empêché l'adoption d'une norme ISO relative à la santé et à la sécurité au travail⁸.

Les syndicats ont contribué à réformer le secteur du recrutement en favorisant le recrutement éthique et le respect des normes de l'ONU et de l'OIT. Avec l'implication active de l'ISP, l'OIT a adopté les principes généraux et les directives opérationnelles de l'OIT relatives au recrutement équitable, fondés sur les règles internationales et les normes du travail. Ces Principes et lignes directrices incluent un principe novateur, à savoir que « les travailleurs et les demandeurs d'emploi ne devraient supporter aucune commission de recrutement ni aucun autre frais ».

La participation de l'ISP à la Commission de haut niveau sur l'Emploi en Santé et la Croissance économique a donné la preuve que les syndicats mondiaux du secteur public peuvent promouvoir avec succès le rôle essentiel de la santé publique et justifier le besoin d'un financement public adéquat tout en défendant les intérêts des personnels de santé et le droit à la santé⁹. L'ISP a joué un rôle primordial dans l'élaboration du Plan quinquennal de l'OMS *S'engager pour la santé* (2017-2022).

Lors de la Conférence Rio+20 de 2012, les États membres des Nations Unies ont lancé un processus visant à établir des Objectifs de développement durable (ODD), fondés sur les Objectifs du millénaire pour le développement, et à inclure le Financement du développement (FdD) et le changement climatique. Les objectifs généraux de l'ISP et du mouvement syndical dans le cadre de ce processus – plein-emploi productif et travail décent pour tous, protection sociale universelle, droit humain à l'eau et à l'assainissement, éducation de qualité gratuite et universelle, soins de santé pour tous, égalité entre les genres et réduction des inégalités de revenus – sont pour la plupart pris en compte dans la déclaration finale ainsi que les ODD et leurs cibles.

L'ISP a souligné la nécessité d'exercer une influence sur le processus engagé par le G20 et l'OCDE pour la réforme des règles internationales sur l'impôt des sociétés, baptisé projet Érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices (BEPS). Avec nos alliés, nous avons créé le groupe de suivi du projet BEPS pour examiner le processus technique et fournir des informations politiques de classe mondiale aux affiliés ainsi que la Commission indépendante pour la réforme de l'impôt international sur les sociétés (ICRICT), qui a bénéficié d'une couverture médiatique mondiale, afin de promouvoir des solutions alternatives destinées à mettre fin à la fraude fiscale des sociétés¹⁰. Parmi les divers résultats, nos travaux sur le BEPS se sont concrétisés par de réels changements dans l'architecture de la fiscalité mondiale, qui rendent la fraude fiscale plus difficile, par exemple, avec l'introduction de l'échange automatique d'informations et la déclaration pays par pays. L'ISP a participé à l'initiative, couronnée

⁷ http://www.world-psi.org/sites/default/files/attachment/news/fr_it2_19_psi_position_on_global_supply_chains_revised.pdf

⁸ <http://www.world-psi.org/fr/non-la-privatisation-de-la-sante-et-de-la-securite-au-travail>

⁹ <http://www.world-psi.org/fr/rapport-final-du-groupe-dexperts-de-la-commission-de-haut-niveau-sur-lemploi-en-sante-et-la>

¹⁰ <http://www.world-psi.org/en/psi-supports-release-icriacts-second-declaration>

de succès, visant à forcer la Conférence ministérielle sur le FdD à moderniser le Comité fiscal des Nations Unies.

LUTTER CONTRE LA PRIVATISATION

La privatisation continue d'être préconisée dans le Nord comme dans le Sud, alimentée par une idéologie néo-libérale, par l'austérité et des trains de réformes structurelles catastrophiques. L'ISP a constamment dénoncé les mythes sur lesquels reposent ces politiques et l'idée que ces politiques sont stériles gagnent maintenant du terrain, avec une opposition populaire croissante à la privatisation de l'éducation, de la santé, de l'eau et d'autres services publics.

Depuis le Congrès 2012, nous avons mené toute une série d'actions. Avec l'Unité de recherche internationale sur les services publics (PSIRU) et la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP), nous avons actualisé et réédité le rapport historique de l'ISP intitulé *Pourquoi nous avons besoin de dépenses publiques*, puis en 2014, publié le rapport novateur *Pourquoi les partenariats public-privé (PPP) ne fonctionnent pas*. En 2015, nous avons convoqué une réunion mondiale des dirigeant(e)s syndicaux, consacrée à la lutte contre la privatisation, afin de décider de nos actions sur cette question. En mars 2016, nous avons commencé la publication de *Privatization Watch*, un bulletin d'informations qui suit l'évolution de la privatisation dans le monde entier¹¹, et nous lancerons une bibliothèque d'informations et une plateforme de campagne lors du prochain Congrès de l'ISP.

L'ISP s'est employée à dénoncer la Banque mondiale, les banques régionales de développement et les partisans des accords d'investissement, à chaque fois qu'ils défendaient la privatisation malgré les preuves de l'échec de ce modèle. Nous avons publié des études sur les menaces que constituent les propositions de financiarisation et de privatisation préconisées par la Banque mondiale, le G20 et l'OCDE afin de mettre fin à la prise en compte des priorités du secteur financier dans les services publics. L'ISP a collaboré avec les syndicats locaux pour mobiliser les travailleurs/euses, les usagers et les militant(e)s pour faire cesser les privatisations décidées par la Banque mondiale, telles que celle du système énergétique national du Ghana.

L'ISP a lutté avec acharnement pour sensibiliser l'opinion au moyen de vidéos témoignant de la lutte contre la privatisation en Grèce et présentant les bonnes pratiques adoptées par Paris et Madrid pour remunicipaliser leurs services des eaux. L'ISP contribue également à la recherche mondiale et à la défense de la remunicipalisation, qui a commencé dans le secteur de l'eau et qui s'étend à d'autres services publics, en démontrant aux décideurs/euses, aux syndicats et aux militant(e)s qu'il est possible et souhaitable de revenir sur les privatisations¹².

Nous avons soutenu la campagne de l'Internationale de l'Éducation contre Bridge Academies, une entreprise privée d'éducation, et contre d'autres multinationales qui n'hésitent pas à se présenter comme la solution pour le développement. L'ISP s'est également félicitée du soutien des dirigeant(e)s mondiaux en faveur de la campagne du droit à l'eau.

Dans le cadre des actions menées par l'ISP contre la privatisation, le Congrès 2012 a recensé les effets préjudiciables de la politique commerciale sur les droits du travail, sur les services publics et la démocratie. Depuis lors, nous avons pris des mesures d'envergure et obtenu une série de victoires. Nous avons influencé les politiques

¹¹ <http://www.world-psi.org/fr/bulletin-privatization-watch-tous-les-numeros>

¹² <http://www.world-psi.org/fr/la-reconquete-des-services-publics-comment-villes-et-citoyens-tournent-la-page-de-la-privatisation>

décidées par les fédérations syndicales mondiales, les centrales nationales et la Confédération syndicale internationale (CSI), et représenté le mouvement syndical mondial en partenariat avec des réseaux mondiaux de la société civile tels que Notre monde n'est pas à vendre (OWINFS), afin de coordonner les campagnes mondiales contre le commerce des services à l'OMC et l'Accord sur le commerce des services (ACS). La reconnaissance de notre travail nous a permis d'établir un important partenariat avec la fondation Friedrich-Ebert Stiftung (FES), une fondation sociale-démocrate allemande, qui a considérablement renforcé notre capacité à travailler avec l'Amérique latine, l'Asie et l'Afrique.

En 2014, nous avons organisé le premier Sommet mondial sur l'ACS, avec à la clé plus de 15 campagnes nationales dont celles de l'Uruguay et du Paraguay qui ont forcé leur gouvernement à renoncer aux négociations sur l'ACS. Nous avons mené des dizaines d'ateliers de campagne et de formation pour renforcer les capacités des affiliés, avons obtenu une couverture médiatique mondiale, sensibilisé les citoyen(ne)s et les syndicats, et établi des alliances d'intérêts communs pour faire pression sur les gouvernements et les négociateurs.

Les recherches de l'ISP ont aidé nos affiliés à appréhender les détails techniques afin de leur permettre, ainsi qu'à leurs membres, de comprendre les menaces et d'agir en conséquence. Nous avons produit la toute première étude consacrée aux effets de l'ACS sur la privatisation. Nous avons publié le premier document au monde montrant comment l'ACS sape la démocratie et la capacité des pays à réglementer, et d'autres analyses uniques au monde de textes qui ont été divulgués montrant les effets de l'ACS sur la confidentialité des données.

Grâce, entre autres, à nos travaux visant à dénoncer le mythe selon lequel nous n'avons pas les moyens de financer des services publics de qualité, l'ISP a été reconnue comme l'un des chefs de file mondiaux de la lutte pour la justice fiscale. Avec nos affiliés et partenaires, tels que l'Alliance mondiale pour la justice fiscale (AMJF) et le Réseau pour la justice fiscale (RJF), nous sommes parvenus à réorienter la réflexion mondiale et nationale sur la fiscalité.

Avec le soutien de la FES, en 2015, nous avons organisé le Sommet syndical mondial sur la fiscalité afin de sensibiliser, d'établir des alliances, d'élaborer des positions politiques claires et de décider d'un plan d'action. Des campagnes nationales sur la fiscalité ont été lancées en Afrique, en Amérique latine et en Asie Pacifique. Des dizaines d'ateliers de formation ont été organisés et nous avons publié une série de vidéos sur la fiscalité expliquant les enjeux clés, s'appuyant sur différents scandales fiscaux, qui ont été vues des centaines de milliers de fois.

Nous avons privilégié la collaboration avec les syndicats alliés du secteur privé pour dénoncer la fraude fiscale. Notre collaboration avec nos affiliés, le *Service Employees International Union* (SIES-Syndicat international des employés de service), États-Unis, l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation (UITA) et la FSESP portait sur les pratiques fiscales de McDonald avec, à la clé, la publication de rapports tels que *Golden Dodges* dénonçant la stratégie d'évasion fiscale agressive de McDonald, qui lui aurait permis d'économiser 1,8 milliards de dollars, et qui a déclenché une enquête de l'Union européenne sur ses activités fiscales. Nous avons également travaillé avec la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF) pour dénoncer les pratiques fiscales de Chevron, l'un des plus grands producteurs mondiaux de pétrole, collaboration qui s'est soldée par le paiement par Chevron de 10 milliards de dollars d'impôts impayés.

Nous avons poursuivi notre action de lutte contre la corruption, appelé à la création d'une norme internationale du travail destinée à protéger les travailleurs/euses des organismes de contrôle publics et engagé l'OIT sur cette question¹³. Le rôle des médias, un certain nombre de cas très médiatisés de lanceurs d'alerte et la corruption mondiale, comme l'ont révélée les Panama Papers, ont également permis de faire connaître notre position sur l'évasion fiscale et la corruption. Par la suite, une vidéo de l'ISP intitulée *The Panama Papers : The Public Service Perspective* a été largement partagée sur Internet et vue par plus de 100 000 personnes.

L'ISP a participé à un groupe de campagne mondiale pour souligner les problèmes relatifs au Règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE), qui autorisent les multinationales à poursuivre les gouvernements pour profits non réalisés. Cette campagne a contraint la Commission européenne à faire marche arrière, après que plus de 150 000 personnes se sont plaintes par courrier auprès de la C.E. Le nouveau modèle de la C.E, baptisé Système juridictionnel des investissements (SJI) supprimait quelques-uns des pires aspects du RDIE, mais sans prendre en compte nos principales préoccupations. L'ISP a publié sa première analyse syndicale détaillée sur le SJI pour faire en sorte que les syndicats ne se laissent pas abuser par les affirmations mensongères de la CE¹⁴.

Alors que l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable propose un scénario alternatif aux politiques néo-libérales qui nivellent par le bas et aux accords commerciaux qui relèvent de l'exploitation et favorisent les multinationales au détriment de l'intérêt public, l'ISP reste très critique quant au cadre conceptuel des ODD et à leur mise en œuvre. Lors des négociations sur les ODD et sur le financement du développement (FdD3), l'ISP s'est employée à faire en sorte que cet agenda ne devienne pas un vecteur de la privatisation ou, tout au moins, à en limiter le risque. Ces deux dernières années, l'ISP a copublié le *Spotlight Report* qui fait le point sur l'Agenda 2030¹⁵.

DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE ET LES DROITS SYNDICAUX

La protection des droits des travailleurs/euses et des syndicats était au cœur des principales activités de l'ISP au cours de la période 2012-2017, durant laquelle elle a dénoncé les violations des droits de l'homme et des droits syndicaux dans les services publics, et coopéré avec les affiliés et avec d'autres organisations syndicales nationales et internationales dans les cas de violations graves.

L'ISP a adopté une démarche active avec l'OIT afin que les intérêts des employé(e)s de la fonction publique soient bien représentés et pris en compte. Pendant toutes ces années, l'ISP a participé activement à différentes commissions de la Conférence internationale du Travail (CIT), notamment la Commission de l'application des normes (CAN) où elle est intervenue dans plus de 40 dossiers, durant cette période, concernant entre autres l'Algérie, le Botswana, le Cameroun, la Croatie, l'Équateur, l'Égypte, Fidji, la Grèce, le Guatemala, l'Indonésie, l'Italie, la Malaisie, le Mexique, les Philippines, la Corée du Sud, l'Espagne, la Suisse, la Turquie, le Royaume-Uni et le Venezuela.

L'ISP a également présenté des observations à la Commission des experts et déposé un certain nombre de plaintes auprès du Comité de la liberté syndicale relatives à la violation des droits syndicaux de ses affiliés ; par exemple, au Canada, en République

¹³ <http://www.world-psi.org/fr/echec-et-mat-pour-la-corruption-arguments-en-faveur-dune-protection-etendue-des-lanceurs-dalerte>

¹⁴ <http://www.world-psi.org/fr/systeme-juridictionnel-des-investissements-sji-le-loup-dans-la-bergerie>

¹⁵ <http://www.world-psi.org/en/spotlight-report-reclaiming-policies-public>

dominicaine, en Équateur, au Liberia, au Mozambique et en Turquie. Par ailleurs, l'ISP a participé et dirigé différentes réunions tripartites d'experts de l'OIT pour le compte du Groupe des travailleurs dans des domaines tels que la santé, la migration, le genre, les services d'urgence, l'éducation et les services publics. A partir de 2012, l'ISP a accordé beaucoup d'importance à la défense du droit de grève au profit de tous les travailleurs/euses. L'ISP a coopéré étroitement avec d'autres syndicats mondiaux afin de résoudre la crise à l'OIT et reste vigilante quant aux attaques incessantes dont les droits fondamentaux au travail font l'objet.

En soutien à ses affiliés, l'ISP a organisé et participé à de nombreuses missions de solidarité internationale, seule ou aux côtés d'autres fédérations syndicales et organisations internationales et régionales. Par exemple, en Turquie, en 2016, l'ISP a assisté au procès de nos affiliés locaux pour témoigner de notre solidarité et de notre soutien à la communauté kurde et à d'autres travailleurs/euses de la fonction publique victimes d'oppression. En Équateur, une mission récente de la Secrétaire générale de l'ISP a permis d'instaurer un dialogue entre le gouvernement nouvellement élu et les syndicats en vue de réviser la législation qui limite les droits à la négociation collective pour les employé(e)s de la fonction publique. En 2016, l'ISP, conjointement avec l'ITF, a organisé une mission internationale en Corée du Sud où des dizaines de travailleurs/euses – notamment le Président du KCTU et le vice-Président du KPTU – ont été condamnés à des peines de prison pour avoir défendu les droits du travail et les libertés civiles, à l'occasion de manifestations massives contre la politique du travail du gouvernement et l'imposition d'un système de rémunération discriminatoire basé sur la performance et de mesures visant à faciliter le licenciement des fonctionnaires ; les syndicats ont par la suite joué un rôle prépondérant dans la destitution du Président Park. Au Japon, l'ISP a rencontré des pompiers afin de soutenir leur lutte en faveur des droits de liberté syndicale et de négociation collective et produit un court documentaire. Les intenses travaux menés avec des affiliés en Colombie ont conduit à la rédaction de la première convention collective au profit des travailleurs/euses du service public, après des années de répression violente à l'encontre des syndicalistes.

L'ISP a rencontré des chefs d'État, ministres, députés, diplomates et autres hauts fonctionnaires afin d'exiger le respect des droits des travailleurs/euses et des droits syndicaux. Elle s'est par exemple rendue au Guatemala à trois occasions pour y rencontrer le Président et le Vice-président, des parlementaires, des autorités des forces de l'ordre et le ministre du Travail, afin d'intensifier la pression en vue d'améliorer la situation des droits de l'homme et des droits du travail dans le pays. Pour ce qui est de la seule CIT 2017, l'ISP a rencontré le sous-secrétaire au travail de l'Algérie, le ministre du Travail et le ministre des Services publics du Botswana, le secrétaire du ministre du Travail de l'Équateur, le ministre adjoint du Travail du Liberia et le sous-secrétaire au travail de la Turquie.

L'ISP a également organisé et mené de nombreuses campagnes de solidarité, mobilisant ses affiliés et autres alliés en soutien aux syndicalistes et militant(e)s emprisonnés, victimes de répression, de poursuites pénales et de harcèlement. Par exemple, l'ISP a mobilisé ses affiliés en vue d'organiser des actions de protestation en soutien aux personnels de santé du Liberia, les premiers à avoir lutté contre Ebola en 2015, qui ont été licenciés sommairement en essayant de garantir une protection et des conditions de travail correctes dans un pays où les employé(e)s de la fonction publique ne sont pas autorisés légalement à se syndiquer. Ces pressions ont amené le gouvernement à autoriser le Congrès fondateur du National Health Workers' Union of Liberia (NAHWUL) – Syndicat national des personnels de santé du Liberia – le premier syndicat du secteur public intégré à la centrale syndicale nationale.

Dans d'autres cas, l'ISP a transmis des centaines de lettres de protestation et de soutien à des gouvernements et des organisations régionales et internationales, y compris l'Algérie, la Birmanie, le Botswana, le Chili, la Colombie, Cuba, l'Équateur, le Salvador, la Commission européenne, l'Égypte, Fidji, la Finlande, la Grèce, le Gabon, le Guatemala, le Honduras, l'OIT, l'Inde, Israël, la Jordanie, le Kenya, le Liban, le Maroc, le Pakistan, la Palestine, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, le Portugal, la Serbie, la Suisse, le Swaziland, le Togo, la Tunisie, la Turquie, l'Ukraine, les États-Unis, l'OMS et les Nations Unies.

Avec le soutien d'affiliés majeurs, l'ISP a pu prêter main forte à d'autres syndicats dans différents pays en matière d'activités et de programmes de formation et de coopération. Ainsi, la campagne de ratification de la Convention n° 151 de l'OIT a été un grand succès pour l'ISP et ses affiliés aux Philippines en recueillant un vaste soutien de la part de différents organismes gouvernementaux et de la société civile, avec à la clé, la ratification de la convention en 2017. Cet acquis pourrait constituer une avancée considérable pour les relations entre partenaires sociaux et pour la réforme du secteur public dans le pays et dans la région Asie-Pacifique. Il s'agit en outre d'une grande victoire pour l'ISP et d'un bon exemple à suivre.

L'ISP a renégocié des accords-cadres mondiaux (ACM) avec trois multinationales du secteur public – ENGIE, EDF et ENEL – afin d'améliorer le respect et le suivi des droits syndicaux et du travail, en intégrant dans les accords des questions liées à des domaines d'intérêt particulier pour l'ISP, à l'instar de la justice fiscale, de la protection des lanceurs d'alerte et de la transition juste.

RÉPONDRE À LA CRISE MONDIALE

La situation critique dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN), résultant du Printemps arabe dans certains pays et des troubles civils et de la guerre dans d'autres, et qui a notamment abouti à la crise des réfugié(e)s, a contraint l'ISP à se faire l'écho d'un message fort contre le racisme et la xénophobie et pour l'inclusivité et l'accès universel aux services publics. Nous avons plaidé en faveur de relations commerciales équitables, de la nécessité d'une représentation des femmes et des jeunes travailleurs/euses, ainsi que de positions de principe sur les accords internationaux concernant les migrations et les réfugié(e)s. Les conflits qui ont éclaté dans de nombreuses autres régions du globe accentuent encore l'urgence de l'appel lancé par l'ISP en faveur du droit à la paix.

La recherche d'emploi restera un moteur puissant des migrations internationales. En 2017, le nombre de migrant(e)s internationaux s'élève à 250 millions, soit une progression de 18 millions en trois ans. Selon l'OIT, les travailleurs/euses migrants représenteraient 150 millions de ce total mondial. Au cours des cinq dernières années toutefois, les tendances migratoires ont évolué et les migrations de main-d'œuvre ont davantage cédé la place au déplacement forcé d'individus et de leurs familles, contraints de quitter leur pays d'origine.

L'ISP n'a eu de cesse d'appeler les gouvernements à poursuivre sur la voie diplomatique et à prendre des décisions politiques permettant d'assurer à la fois la paix et la justice pour les migrant(e)s internationaux. Dans le même temps, l'ISP a continué de dénoncer les accords bilatéraux honteux tels que l'accord UE/Turquie, scandaleux, aux termes duquel l'Union européenne finance le maintien des migrant(e)s et des réfugié(e)s dans des centres de détention en Turquie.

Les pandémies mondiales de type Ebola et Zika, produit de plusieurs décennies de financement insuffisant des systèmes de santé publique, ont levé le voile sur le sort des

travailleurs/euses de la santé et sur la nécessité d'un financement public des systèmes de santé dans le monde. Une courte vidéo réalisée par l'ISP a été diffusée sur le site web du Guardian, montrant la dure réalité à laquelle sont confrontés les travailleurs/euses de la santé au Liberia¹⁶.

Les situations d'urgence, comme aux Philippines, au Népal, en Haïti, en Équateur, l'ouragan Sandy à New York, et bien d'autres catastrophes d'origine naturelle ou humaine ont mis en lumière la façon dont les collectivités se préparent, font face et se remettent de telles situations. L'ISP s'est battue pour que l'implication héroïque des intervenant(e)s d'urgence du secteur public soit reconnue suite à une catastrophe, dès lors que ces personnes risquent leur vie pour en sauver d'autres. Pourtant, ces héros sont rapidement oubliés par les gouvernements et les autorités, et souvent privés de leurs droits fondamentaux en tant que travailleurs/euses.

L'ISP défend sa position sur le changement climatique depuis de nombreuses années, et participe ainsi aux négociations annuelles de la Conférence des Parties (COP) des Nations Unies, dernièrement lors de la COP 21 à Paris en 2015, et coordonne des sessions sur le climat et l'énergie, le climat et la santé, et le climat et les migrations, avec les syndicats et des alliés de la société civile. Avant la tenue de la COP 21, notre collaboration avec Greenpeace a retenu l'attention des médias dans le contexte de la publication d'une analyse basée sur les fuites de textes relatifs aux négociations de l'ACS, révélant que le chapitre de l'accord consacré à l'énergie aurait pour effet d'empêcher effectivement la mise en œuvre par les gouvernements nationaux des politiques négociées à Paris.

L'analyse de l'ISP sur le passage des énergies fossiles aux énergies renouvelables révèle une partie des dangers de l'actuel modèle néolibéral et met en exergue le rôle que devraient jouer les investissements publics et la gestion publique. L'adaptation au changement climatique nécessite d'accorder un plus grand rôle aux travailleuses et travailleurs de la fonction publique, notamment les employé(e)s des collectivités locales et régionales (par exemple, les urbanistes et le personnel des services d'urgence), en particulier dans le secteur de la santé.

ÉGALITÉ ET DIVERSITÉ

Depuis plusieurs dizaines d'années, l'égalité des genres est l'un des cris de ralliement les plus importants de l'ISP. Nous assistons à une progression des effectifs féminins aux postes de direction, mais la route est encore longue pour parvenir à une égalité totale entre hommes et femmes, tant à l'intérieur des syndicats qu'au sein de la société en général. L'ISP a intensifié ses travaux avec les personnes handicapées et la communauté lesbienne, gay, bisexuelle, transgenre, en questionnement sur son orientation sexuelle et intersexuée (LGBTQI), de même qu'avec les jeunes travailleurs/euses.

L'ISP et ses affiliés ont déterminé de nouveaux domaines politiques sous la direction de son Comité mondial des femmes, tout en continuant d'œuvrer pour une transformation concrète du monde du travail et des relations entre hommes et femmes, pour le principe de salaire égal pour un travail de valeur égale, la reconnaissance du travail des femmes¹⁷ et l'intégration de l'égalité des genres dans tous les domaines de notre travail.

En janvier 2016, l'ISP a soumis au Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'eau potable et à l'assainissement des études de cas émanant d'Inde, du Kenya,

¹⁶ <http://www.world-psi.org/fr/ebola-seules-des-travailleuseuses-en-securite-peuvent-sauver-des-vies>

¹⁷ <http://www.world-psi.org/fr/le-8-mars-transformer-le-monde-du-travail-pour-obtenir-egalite-salariale>

d'Argentine et d'Équateur à propos des implications du droit humain à l'eau et l'assainissement¹⁸. L'ISP a élaboré des lignes directrices sur la violence au travail et sur la réponse à la violence domestique tout en faisant pression auprès de l'OIT et de ses mandants, en coalition avec les syndicats mondiaux, afin d'appuyer la création d'une nouvelle norme internationale du travail sur la violence contre les femmes et les hommes dans le monde du travail, que le Conseil d'administration du BIT a inscrite à l'ordre du jour de la Conférence internationale du Travail (CIT) en 2018¹⁹. Les recherches de l'ISP, appuyées par ses affiliés, se sont concentrées sur le secteur de la santé en Argentine, en République démocratique du Congo et aux Philippines.

Chaque année, l'ISP participe à la Commission de la condition de la femme (CCF) des Nations Unies et, depuis 2012, nous avons constamment élevé notre niveau de participation, notre impact et notre visibilité dans le cadre de ce sommet mondial des femmes²⁰. La coopération entretenue tout au long de l'année avec d'autres syndicats mondiaux et ONU Femmes a permis que le rôle des syndicats et l'importance de l'autonomisation économique des femmes soient reconnus en tant que moteur de l'égalité des genres par l'Organisation des Nations Unies.

L'ISP a œuvré afin de favoriser le dialogue au sujet de l'incidence du genre sur les politiques fiscales nationales et les règles fiscales internationales. Le Forum syndical de l'ISP sur les femmes et la fiscalité en 2016 a conduit à l'organisation d'un Forum mondial conjoint sur la justice fiscale pour les droits des femmes en 2017, en collaboration avec la FES, le Réseau pour la justice fiscale (RJF) et l'Alliance mondiale pour la justice fiscale (AMJF), dans le cadre d'une campagne commune avec le mouvement international pour la justice fiscale axée sur la justice fiscale et les droits des femmes (#TaxJustice and women's rights)²¹.

Au cours des cinq dernières années, l'ISP a renforcé son réseau de jeunes travailleurs/euses au niveau régional. La formation et l'éducation demeurent le principal outil pour inclure les jeunes travailleurs/euses au sein du mouvement syndical, et la création de l'Académie des jeunes travailleurs/euses, soutenue par les affiliés suédois de l'ISP, contribue elle aussi à renforcer le rôle des jeunes travailleurs/euses au sein de l'ISP et appuie l'engagement de l'ISP à veiller à leur représentation politique dans chacun de ses organes statutaires, à l'échelon mondial comme régional, tel que proposé en vue de la prochaine période de congrès. L'ISP a, du reste, apporté une contribution significative à la campagne mondiale en faveur des stages rémunérés pour les jeunes²².

L'ISP a continué de faire fond sur ses travaux sur les questions touchant les LGBTQI²³, aux côtés de ses affiliés et en coalition avec l'Internationale de l'Éducation, des organisations de la société civile mondiale, l'OIT et d'autres acteurs. Il est notamment ressorti de ces travaux qu'un groupe de travail du Conseil des Global Unions (CGU) allait être mis en place sur les questions touchant les LGBTQI et que des politiques syndicales relatives à ces personnes seraient plus largement promues et adoptées.

¹⁸ <http://www.world-psi.org/en/psi-report-gender-equality-and-water>

¹⁹ <http://www.world-psi.org/en/ilo-towards-standard-against-violence-and-harassment-world-work>
<http://www.world-psi.org/en/tackling-gender-based-violence-world-work-experiences-health-sector>

²⁰ <http://www.world-psi.org/uncsw/>

²¹ <http://www.world-psi.org/en/psi-womens-rights-and-tax-justice-convening-bogota>

<http://www.world-psi.org/en/no-gender-justice-without-tax-justice>

²² <http://www.world-psi.org/en/new-psi-briefing-outlines-growing-global-campaign-against-unpaid-internships>

²³ <http://www.world-psi.org/fr/issue/lgbt>

Bon nombre de personnes handicapées sont victimes de discrimination dans l'administration publique à travers le monde et l'ISP a ouvert de nouvelles voies²⁴ à travers sa collaboration avec l'OIT sur les droits des personnes vivant avec un handicap. Mentionnons ici nos travaux au sein du Groupe des travailleurs à l'occasion de la Réunion sectorielle tripartite de l'OIT sur les moyens d'améliorer les conditions d'emploi et de travail dans les services de santé, qui ont permis d'aboutir à des décisions progressistes.

RENFORCER L'ISP

L'ISP demeure réputée pour les recherches crédibles qu'elle conduit à l'échelle mondiale en vue d'aider nos affiliés à se préparer face aux menaces et défis de la mondialisation guettant les travailleurs/euses et les services publics. Nous avons augmenté le nombre de publications et nous améliorons leur conception ainsi que l'identité visuelle, de sorte que nos publications soient immédiatement identifiables. Nous avons élargi les sujets que nous publions afin d'inclure des domaines tels que nos travaux sectoriels, la privatisation, le commerce, la fiscalité, le développement, les migrations et les questions d'égalité. Nous poursuivons notre collaboration avec l'Université de Greenwich afin de continuer de travailler aux côtés de l'Unité de recherche internationale sur les services publics (PSIRU) tout en élargissant notre réseau d'universitaires et de chercheurs. La nouvelle période de congrès sera l'occasion d'élargir nos réseaux de recherche.

Depuis le dernier congrès, nous avons raffermi notre engagement à améliorer la démocratie et la responsabilisation internes au travers de mécanismes de gouvernance internes. Nous avons veillé à ce que les membres de notre Conseil exécutif et de notre Comité directeur soient bien informés, qu'ils abordent les décisions stratégiques les plus importantes et reçoivent les informations nécessaires suffisamment à l'avance. Nous avons veillé à une communication rapide des résultats à l'issue des réunions afin de garantir que tous les affiliés aient vent des principales décisions et le site web de l'ISP permet aux membres d'accéder à l'ensemble des documents du Conseil exécutif et du Comité directeur.

Les affiliés et le personnel constituent les ressources les plus importantes de l'ISP. Tout au long du mandat du congrès, nous avons renforcé nos capacités en ressources humaines en standardisant les descriptifs de poste afin de les rendre plus simples et plus équitables, introduit un cadre mondial pour des conditions minimales concernant le personnel, proposé à nos employé(e)s une orientation plus claire quant aux compétences les plus importantes pour l'ISP et entamé un processus de restructurations salariales.

De nombreux changements sont intervenus parmi les membres du personnel, avec notamment la nomination de deux secrétaires régionaux, de plusieurs responsables sectoriels et de campagnes, d'employé(e)s administratifs, régionaux et sous-régionaux. Nous avons investi dans notre département des communications en recrutant du personnel apte à gérer tout un éventail de médias diversifiés et des personnes dédiées à l'action de communication dans les régions afin de diffuser notre message. Néanmoins, il nous reste encore beaucoup à faire dans ce domaine et la récente nomination d'un spécialiste des ressources humaines nous permettra de progresser encore davantage sur la question.

²⁴ <http://www.world-psi.org/fr/le-rolé-des-syndicats-des-services-publics-dans-la-garantie-dun-travail-decent-pour-les-personnes>

Les projets de développement syndical sont un élément crucial de l'action de l'ISP en vue de renforcer ses affiliés. Ces projets traduisent également un engagement en faveur de la solidarité internationale au nom de tous les membres de l'ISP. En travaillant en partenariat avec ses affiliés, avec les organisations de solidarité et d'autres syndicats homologues, l'ISP peut utiliser les projets pour accroître sensiblement la portée et l'impact de nos activités et campagnes aux niveaux mondial, régional et national. Au cours de la période qui a suivi le congrès, les projets de l'ISP ont bénéficié d'un niveau accru de priorité au sein de la structure organisationnelle et une équipe spéciale a été créée afin de travailler sur ces projets. L'ISP a ainsi pu répondre concrètement à la baisse des financements de projets survenue au cours de la période 2008-2012. En 2014, le Conseil exécutif de l'ISP a adopté une politique relative aux projets qui a renforcé leur alignement vis-à-vis des priorités et secteurs stratégiques de l'ISP. L'ISP a diversifié son réseau de partenaires, réduisant ainsi la dépendance excessive à l'égard d'un seul d'entre eux.

De nouvelles initiatives de projets ont permis à l'ISP de faire des interventions très remarquées à l'échelle mondiale, y compris en ce qui concerne la protection des travailleurs/euses de la santé au cours de l'épidémie d'Ebola en 2014-2015 ; le soutien aux campagnes d'organisation des affiliés en Asie du Sud-Est, au Brésil et en Afrique orientale ; la réalisation d'importants progrès concernant les droits syndicaux au Botswana, en Colombie, au Tchad, au Mozambique, au Pakistan et aux Philippines ; la promotion fructueuse du contrôle public des actifs de l'État en Indonésie et au Nigeria ; et les efforts ayant permis aux affiliés de l'ISP d'assumer un rôle de premier plan en faveur d'une transition des débats internationaux sur la justice fiscale et le commerce vers des positions reconnaissant l'importance décisive des services publics.

L'ISP reconnaît en outre les nombreuses contributions des affiliés en faveur d'actions de solidarité qui ont été lancées en soutien aux affiliés concernés au lendemain de catastrophes naturelles ou de situations d'urgence. L'ISP est reconnaissante du soutien apporté par les syndicats affiliés ci-après dont les contributions directes au cours de la période 2013-2017 ont permis la mise en œuvre de nos projets : Akademikerförbundet SSR (Suède), FNV-PZ (Pays-Bas), IMPACT (Irlande), Jichiro (Japon), Kehitysvammaliitto (Finlande), Kommunal (Suède), KNS (pays nordiques), JHL (Finlande), Pardia (Finlande), Seko (Suède), SEIU (États-Unis), ST (Suède), TEHY (Finlande), UNISON (RU), Vision (Suède), Vårdförbundet (Suède), Ver.di (Allemagne).

Nous sommes très reconnaissants également envers les organisations de solidarité et de soutien, qui ont financé des projets au profit de l'ISP : FES (Allemagne), FNV Mondiaal (Pays-Bas), LO-FTF (Danemark), SASK (Finlande), Union To Union (Suède) et DGB Bildungswerk Bund (Allemagne).

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS A PROPOS DES ACTIVITES DE L'ISP 2012-2016 :

<http://www.world-psi.org/fr/rapport-annuel-2012>

<http://www.world-psi.org/fr/rapport-annuel-2013>

<http://www.world-psi.org/fr/rapport-annuel-2014>

<http://www.world-psi.org/fr/rapport-annuel-2015>

<http://www.world-psi.org/fr/rapport-annuel-2016>



L'Internationale des services publics (ISP) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.



Rapport d'activités de l'ISP 2012-2017



Internationale des Services Publics
45, avenue Voltaire
01210 Ferney-Voltaire – France
www.world-psi.org